



Déclaration liminaire SAFIP-CGTG – Comité Social d'Administration Local en Formation Spécialisée

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

En ouverture de cette séance, le SAFIP-CGTG souhaite rappeler que la situation économique et sociale du pays se caractérise par une pression accrue sur les finances publiques, qui se répercute directement sur les agent·e·s chargé·e·s d'assurer, chaque jour, la continuité du service public. Les politiques d'austérité, les gels successifs du point d'indice et l'absence de mesures de revalorisation salariale mettent nos collègues dans une situation de plus en plus intenable, face à une inflation persistante et à un coût de la vie particulièrement élevé en Guadeloupe.

Dans ce contexte, nos conditions de travail se dégradent de manière inquiétante. Les agent·e·s doivent faire face à des effectifs réduits, à une surcharge de travail grandissante, et à une organisation réajustée sans concertation ni accompagnement suffisant. Nous dénonçons des situations concrètes qui traduisent un manque de considération pour la santé et la sécurité des personnels.

Par ailleurs, maintenant que la direction a été livrée, une question légitime se pose : les autres services bénéficieront-ils eux aussi de rénovations, d'améliorations et d'une mise aux normes indispensables afin d'assurer des conditions de travail décentes et la qualité de vie au travail des agent·e·s qui, trop souvent, souffrent dans des locaux vétustes et inadaptés ?

À ce titre, nous alertons plus particulièrement sur la situation des sites de Saint-Martin, où nos collègues travaillent dans des conditions déplorables et précaires. Ils continuent malgré tout d'accomplir leurs missions avec honneur et professionnalisme, mais il est indigne que l'État leur impose un tel environnement de travail. La dignité et la sécurité des agent·e·s doivent être respectées partout, et la mise aux normes des locaux de Saint-Martin doit devenir une priorité absolue.

De même, sur le site de Desmarais, la situation est tout simplement intenable : le réseau informatique et téléphonique mobile est une véritable catastrophe. Les coupures, lenteurs et dysfonctionnements constants empêchent les agents d'accomplir correctement leurs missions. Travailler dans de telles conditions techniques est impossible et constitue une souffrance supplémentaire pour des équipes déjà fragilisées. S'y ajoute l'impossibilité de nous joindre en cas d'urgence professionnelle et/ou personnelle, ce qui accentue encore la criticité de la situation.

Depuis deux ans, les travaux de la sous-préfecture ont lourdement impacté les agentes et agents des trésoreries de la place de la Victoire (Trésorerie Guadeloupe amendes, SGC de Cap Excellence et Trésorerie hospitalière), contraints de supporter au quotidien les nuisances.

Aujourd'hui, la sous-préfecture s'installe dans ses locaux tout beaux tout neufs, pendant que, pour nous, la situation reste bloquée. À partir de cette semaine, les places de stationnement que nous occupons devront être libérées au profit de la sous-préfecture, qui bénéficie de places réservées. Quant aux emplacements promis aux collègues des trésoreries, ils sont toujours inexistants. Cela a assez duré : nous exigeons des solutions concrètes et immédiates.

Nous devons une fois de plus alerter sur un management destructeur, qui démotive voire fragilise les agent·e·s. Comment justifier que des collègues, toutes catégories confondues, investis dans le travail, soient qualifiés d'« incompetents » alors que les dernières évaluations qui offrent un espace pour le débat contradictoire, n'ont révélé aucune appréciation négative sur la qualité du travail et l'investissement professionnel, bien au contraire. Comment ces pratiques de management d'un autre temps, qui nourrissent l'augmentation des fiches de signalement en Guadeloupe, continuent de persister. Nous avons eu à intervenir et nous continuerons à le faire sans état d'âme, sous toutes les formes y compris le blocage, car la santé mentale des personnels doit être préservée et ne doit être continuellement impactée par des conditions de travail désastreuses.

Monsieur le Président, quelles mesures concrètes prenez-vous pour mettre un terme à ces pratiques managériales destructrices qui portent gravement atteinte à la santé et à la dignité des agent·e·s ?

Nous ne pouvons que constater avec inquiétude la montée des tensions et des conflits entre collègues au sein de nos services. Les signalements se multiplient, révélant un climat délétère nourri par la surcharge de travail, l'absence de reconnaissance, le manque de moyens et une organisation qui fragilise les relations humaines au lieu de les renforcer. Ce ne sont pas les agent·e·s qui sont en cause, mais bien des conditions de travail dégradées qui attisent la fatigue, la frustration et parfois le désarroi. Il est urgent que l'administration prenne ses responsabilités : restaurer du dialogue, mettre en place de véritables espaces d'échanges, reconnaître la valeur du travail accompli et donner aux équipes les moyens d'exercer leurs missions sereinement. Sans cela, les conflits continueront de s'exacerber et c'est toute la qualité du service public qui en pâtira.

D'ailleurs, aujourd'hui, nous faisons face à une réalité insoutenable : 14 suicides et 8 tentatives en seulement 6 mois à la DGFIP. Ces drames révèlent la souffrance immense de nos collègues, nourrie par les restructurations permanentes, la pression hiérarchique et des conditions de travail dégradées.

L'actualité nous rappelle tragiquement l'ampleur de cette détresse, ce vendredi 12 septembre, après avoir témoigné sur la souffrance au sein de notre administration, et participer à des vidéos de sensibilisation, Philippe V du Gard a fini par mettre fin à ses jours, allongeant ainsi la triste liste des suicides à la Direction Générale des Finances Publiques en 2025.

Face à cela, l'administration se contente de réunions techniques creuses et de notes statistiques, au lieu d'assumer son obligation de résultat.

C'est un mépris inacceptable pour la mémoire de nos collègues disparus, pour celles et ceux qui ont tenté de mettre fin à leurs jours, et pour l'ensemble des agent·e·s.

Nous exigeons des enquêtes systématiques sur chaque cas, et surtout un véritable changement de politique : stopper les suppressions d'emplois, les réorganisations incessantes et les méthodes managériales destructrices. Sans cela, la DGFIP continuera d'abîmer ses agent·e·s, et chaque nouveau drame pèsera comme une faute morale et politique sur notre administration.

« Nous tenons à profiter de cette première instance dans la nouvelle direction pour adresser nos remerciements à l'ensemble des actrices et acteurs qui se sont mobilisé·e·s et ont contribué, par leur détermination et leur engagement, à la conquête de cette nouvelle direction. »

Basse-Terre, le 23 septembre 2025

**Les élu·e·s SAFIP-CGTG en CSAL-FS,
Steeven FRÉDÉRIC, Cécile BLONDIN, Maguy NESTAR, Faten THÉZÉNAS,
Frédéric TURLET, Régine DRACON, Anthony BANDO, Suzy TARET,
Lya DORLEANS, Sandra MANCEL**